

CLÔTURE DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE TERRORISME

Les pays du Sahel spécifient leurs besoins

La communauté internationale s'engage à un surcroît d'efforts pour aider les pays du Sahel à combattre et le terrorisme et ses connexions que sont le crime organisé et le trafic d'armes et de drogue. La conférence internationale d'Alger qui a pris fin jeudi aura nettement la nature de l'aide extérieure souhaitée par les pays de la région.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Nous devons développer nos moyens car notre sécurité, nous devons l'assurer nous-mêmes. Par contre, nous avons besoin de financement, d'équipements, de formation et de renseignements», résumera le ministre délégué à la Coopération maghrébine et africaine, Abdelkader Messahel, au cours de la conférence de presse qu'il avait animée à la clôture des travaux, conjointement avec les ministres des Affaires étrangères du Mali et du Niger.

Pour venir à bout des troupes d'Aqmi qui ont trouvé dans cette région du Sahel, le plus grand désert du monde, réparti entre plusieurs pays extrêmement pauvres comme le Mali ou le Niger, un terrain propice, la coopération internationale reste le seul moyen. Les puissances étrangères, comme les Etats-Unis ou les pays de l'Union européenne, peuvent concourir à cette lutte de manière efficace, sans pour autant recourir à l'intervention militaire. «Très souvent, dira Messahel, l'intervention militaire étrangère ne réussit pas et elle peut même alimenter le terrorisme et le djihadisme armé.» Aussi, la rencontre d'Alger, qui a regroupé les quatre pays du champ qui sont

l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie en plus de 34 autres délégations entre étatiques ou représentant des entités internationale comme l'ONU, l'Union européenne, la Banque mondiale, aura été l'occasion de découvrir la stratégie adoptée par les pays concernés pour lutter contre le terrorisme. «Tout le monde s'accorde à

admettre que les pays du champ détiennent une stratégie commune de lutte contre le terrorisme qui repose sur des mécanismes de coordination qui répondent à leurs préoccupations et qui ne privilégient pas l'intervention militaire», selon Messahel.

Les organisateurs ont d'ailleurs préféré annuler les ateliers prévus initialement pour tout débattre dans la salle. A huis clos, bien entendu. Il est évident que les besoins diffèrent d'un pays à l'autre. Un pays comme l'Algérie, qui cumule une longue expérience dans la lutte antiterroriste, peut avoir besoin de renseignements mais surtout d'équipements spéciaux dotés de technologie de pointe que possèdent notamment les Américains. Ce n'est pas le cas du Niger, du Mali et de la Mauritanie qui, eux, ont pratiquement besoin de tout ! L'extrême



Pour Messahel, l'intervention étrangère peut alimenter le terrorisme et le djihadisme armé.

pauvreté, qui frappe notamment des populations au Niger et au Mali, fait de ces pays des protagonistes vulnérables face aux fléaux conjugués du terrorisme et de la contre-bande. Une vulnérabilité considérablement accrue par les effets de la crise libyenne qui exposent toute la région à des périls d'une alarmante gravité.

La circulation des armes et de populations «armées», conséquence directe du conflit libyen, a d'ailleurs constitué l'un des points les plus importants de la réunion

d'Alger. Des arsenaux entiers sont dans la nature et, comme le révélera le ministre des Affaires étrangères du Niger, des quantités impressionnantes d'explosifs sont en circulation libre. Voire même des missiles sol-air. A l'unanimité, les participants à la conférence d'Alger considèrent que la récupération de ces lots devra constituer la priorité pour les nouvelles autorités de Tripoli. Autre point avancé par l'Algérie au cours de cette conférence, c'est incontestablement la vitale action «de tarir les

sources de financement du terrorisme, que constituent essentiellement les rançons payées aux groupes armés», comme le soulignera Messahel. Sur ce point, les Américains surtout soutiennent la position algérienne. Ce qui constitue, enfin, la vraie réussite de la conférence d'Alger est, certainement, le fait de s'inscrire dans la continuité. Il a été convenu, en effet, qu'une rencontre similaire aura lieu dans six mois dans l'un des pays du champ.

K. A.

SHARI VILLAROSA, À PROPOS DE LA PROCÉDURE «BLUE LANTERN» :

«Les amis ne sont pas tout le temps d'accord»

La vice-coordinatrice des affaires régionales au bureau du coordinateur de la lutte antiterroriste au département d'Etat a reconnu, jeudi, qu'il existait une divergence de points de vue entre les Etats-Unis et l'Algérie au sujet de l'application du programme «Blue Lantern».

Tarik Hafid - Alger (Le Soir) - «Nos relations sont très bonnes, notre partenariat est exemplaire.» C'est en substance ce que répètent tous les hauts responsables américains, de passage à Alger, lorsqu'ils évoquent les rapports entre les deux pays.

Pourtant, il semblerait que la question de l'application par l'Algérie de la procédure dite «Blue lantern» soit comme une tache sombre dans ce tableau idyllique. Ce programme, qui impose à quelques Etats de fournir des informations détaillées lors de l'achat de certains matériels militaires, poserait un problème de souveraineté au gouvernement algérien. Cela s'applique particulièrement aux équipements acquis auprès d'autres pays mais qui comportent des éléments d'origine américaine.

Shari Villarosa, la vice-coordinatrice des affaires régionales au Bureau du coordinateur de la lutte antiterroriste au département d'Etat américain, préfère relativiser. «Les amis ne sont pas toujours d'accord. Il se peut parfois qu'il y ait des divergences de points de vue. Mais cela fait toujours de nous de très bons partenaires.

Sachez qu'il y a un respect mutuel et une amitié réelle», a-t-elle précisé, jeudi, lors d'une conférence de presse animée conjointement avec le commandant de l'Africom au siège de l'ambassade des Etats-Unis à Alger. Shari Villarosa évitera de donner des détails sur ces «divergences». Elle a, toutefois, insisté sur la bonne foi des responsables américains.

«La raison pour laquelle vous entendez des éloges de la part des Américains à propos de la coopération entre nos deux pays est tout simplement due au fait que c'est une bonne coopération.»

Pas d'Africom en Libye

De son côté, le général Carter Ham, commandant de l'Africom, est revenu longuement sur la question de l'installation du quartier général de cette force dans le continent africain. «Notre siège est en Allemagne, c'est une décision pratique prise il y a quelques années qui constitue à placer Africom au niveau d'un commandement qui existait déjà.» Le général Ham reconnaît, toutefois, qu'il y a «toujours eu des discussions pour étudier la possibilité



Shari Villarosa insiste sur la bonne foi des responsables américains.

d'établir Africom en Afrique». Cette option, qui doit «être prise avec beaucoup de prudence», n'a pas encore abouti pour des raisons politiques, mais aussi pour des questions d'ordre financier. Pourtant, la Libye se présente comme le pays idéal pour accueillir le commandement de l'Afri-

com, surtout si certains «alliés» des Etats-Unis décident de s'y installer durablement. Réponse — expéditive — du général Carter Ham : «Les Etats-Unis n'ont aucune intention d'installer de bases militaires en Afrique à part celle dont nous disposons actuellement à Djibouti.»

T. H.